EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 28 février 2019

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 30 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Martine CESARI - Gaby CHARROUX - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Nicolas ISNARD - Maryse JOISSAINS MASINI - Didier KHELFA - Richard MALLIÉ - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL.

Étaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Pascal MONTECOT représenté par Nicolas ISNARD.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Eric LE DISSÈS.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

TRA 001-5362/19/BM

■ **Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Colas Midi Méditerranée (Mandataire) - Colas Rail SA - Bouygues travaux publics Région France - Soletanche Bachy SAS concernant le marché n° 13-139 (dit M4) - Infrastructures, génie civil, voie ferrée et mobilier urbain- Prolongement du réseau de tramway Canebière-Rome-Castellane**

MET 19/9740/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En date du 27 août 2013, le marché de travaux n° 13/139 portant sur les travaux d'Infrastructure, Génie Civil, Voie Ferrée et Mobilier Urbain (dit M4) dans le cadre de l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille depuis la Canebière jusqu'à la place Castellane en empruntant la rue de Rome, a été notifié au groupement d'entreprises solidaires constitué des sociétés COLAS MIDI MEDITERRANEE (Mandataire) / COLAS RAIL SA / BOUYGUES TRAVAUX PUBLICS Région France / SOLETANCHE BACHY SAS.

Le montant du Marché initial tel qu'il résulte du détail estimatif est de 18 280 421,46 euros HT (en valeur avril 2013).

Les évolutions suivantes ont été apportées au montant du marché :

Par avenant n°1 signé par le Groupement en date du 22 septembre 2014, le montant initial du Marché a été augmenté de 1 438 009,31 eurosHT, soit 7,87 % du montant initial du Marché. L'avenant a été notifié le 27 octobre 2014.

Signé le 28 Février 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 05 mars 2019

Par courrier référencé 032-141027-110524-SM reçu par le maître d'œuvre le 27/10/2014, dans le cadre de l'article 15.4 du CCAG-Travaux, le titulaire du marché annonçait qu'il atteindrait la masse initiale des travaux fin novembre 2014.

Par avenant n°2 signé par le Groupement en date du 29 janvier 2015 d'un montant de 1 511 565,02 euros HT, le montant contractuel a été porté à 21 229 995,79 euros HT, soit une augmentation cumulée de 2 949 574,33 euros représentant 16,13 % du montant initial du Marché. L'avenant a été notifié le 25 février 2015.

En date du 20 juillet 2016, le Groupement a produit un projet de décompte final établi à 22 375 817,01 euros HT base marché.

Par décision du représentant du pouvoir adjudicateur en date du 15 septembre 2016, en application de l'article 15.4 du CCAG-Travaux, un dépassement des quantités de la masse contractuelle du marché a été autorisé dans le cadre de l'établissement du décompte général, de 399 440,61 euros HT, soit 1,88 % de la masse contractuelle du marché modifiée à l'issue de l'avenant 2. Le montant des travaux à régler au Groupement a été arrêté dans le décompte général à 21 629 436,40 euros HT base marché, soit un dépassement cumulé de 18,32 % au regard du montant initial du marché.

Le délai contractuel est le suivant :

L'article 6 de l'Acte d'engagement fixe le délai global d'exécution à 16 mois qui se décompose en :

Délai d'exécution : 14 mois à compter de l'ordre de service de démarrage dont un délai de préparation de 2 mois ;

Délai de repli des installations de chantier : 2 mois à compter de la notification de l'ordre de service correspondant.

Par ordre de service n°1, la CUMPM et la Maîtrise d'œuvre ont notifié le démarrage des travaux à compter du 2 septembre 2013 fixant ainsi un achèvement des travaux au 2 novembre 2014 et un repliement au 2 janvier 2015.

L'article 6 de l'avenant n°1 fixe le délai d'exécution des travaux à 16 mois, soit une date d'achèvement au 2 janvier 2015.

Par Ordre de service n°87, la Maîtrise d'œuvre a notifié avec signature du Représentant du Pouvoir Adjudicateur la suspension des travaux à compter du 20 décembre 2014 pendant 2 semaines, fixant ainsi une date d'achèvement des travaux au 16 janvier 2015.

Par ordre de service n°88, la Maîtrise d'œuvre a notifié avec signature du Représentant du Pouvoir Adjudicateur une prolongation de délai de 2 semaines fixant ainsi la date contractuelle d'achèvement des travaux au 30 janvier 2015.

Le mandataire du groupement M4 a transmis le 26 Juillet 2016 au maître d'œuvre un mémoire intitulé « Demande de rémunération complémentaire des surcoûts et des préjudices subis et liés aux modifications dans les conditions d'exécution du contrat » pour un montant de 9 345 619,86 euros HT (y compris demande de remboursement des retenues et pénalités).

Après analyse de la réclamation, le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage évaluaient respectivement le complément de rémunération à verser au Groupement à hauteur de 1 485 656,09 euros HT (Maître d'œuvre) et 644 014,21 euros HT (Maître d'ouvrage).

Compte tenu de ce désaccord, les Parties ont soumis leur différend au CCIRAL de Marseille, dans le cadre de l'affaire enregistrée sous le n° 2017-28, en produisant des mémoires développant l'argumentaire justifiant leurs conclusions respectives, en vue d'obtenir son avis.

Parallèlement a été déposé par le groupement, une requête auprès du Tribunal administratif le 20/10/2017 en vue d'une procédure contentieuse.

Signé le 28 Février 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 05 mars 2019

Après instruction et séance en date du 23/11/2018, le CCIRAL de Marseille notifiait un avis au terme duquel il préconisait aux Parties la conclusion d'une transaction prévoyant le versement par le Maître d'ouvrage au Groupement d'une indemnité transactionnelle intégrant les concessions réciproques des parties, à hauteur de 2 400 000 euros HT (soit 2 880 000 euros TTC).

Les Parties se sont rapprochées, en vue de mettre un terme définitif et amiable à leur différend, via le présent protocole dont les conditions et modalités font l'objet de la transaction librement consentie, en se rangeant à l'avis du CCIRAL, précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le marché n° 13/139 relatif aux infrastructures, génie civil, voie ferrée et mobilier urbain passé dans le cadre du prolongement du réseau de tramway Canebière-Rome-Castellane ;
- La réclamation présentée par le groupement Colas Midi Méditerranée (Mandataire) / Colas Rail SA / Bouygues Travaux Publics Région France / Soletanche Bachy SAS, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 23 novembre 2018 concernant l'affaire n° 2017-28, relative à la réclamation du groupement susvisé, portant sur le marché de travaux n° 13/139 passé avec la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2018.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a lieu de prendre en compte l'avis du CCIRAL en date du 23 novembre 2018, dans l'affaire n° 2017-28 en se prononçant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Colas Midi Méditerranée (Mandataire) / Colas Rail SA / Bouygues Travaux Publics Région France / Soletanche Bachy SAS, relatif au marché dit M4 – Marché n°13-139.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec le groupement Colas Midi Méditerranée (Mandataire) / Colas Rail SA / Bouygues Travaux Publics Région France / Soletanche Bachy SAS,, afin de régler les sommes restant dues au titre du marché n° 13/139- Infrastructures, génie civil, voie ferrée et mobilier urbain – du prolongement du réseau de tramway Canebière-Rome-Castellane.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une indemnisation forfaitaire de 2 400 000 euros HT, (soit, 2 800 000 euros TTC) au groupement Colas Midi Méditerranée (Mandataire) / Colas Rail SA / Bouygues Travaux Publics Région France / Soletanche Bachy SAS, titulaire du marché susvisé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe transports 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature : 2315 - Fonction : néant - Numéro d'opération : 2009190701 - Sous-politique : C230.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Transports, Mobilité et Déplacements

Roland BLUM